

NEWS



PHOTO: ©FLICKR_UNCLE_CATHERINE

MÉDICOLEAK

Triplement perdu

Luc Caregari

Les perquisitions cette semaine dans le cadre de l'affaire « Médicoleak » démontrent que le gouvernement n'a pas de vraie stratégie internet et qu'il ne sait pas contrer la stratégie médiatique des pirates.

Sven Clément doit bien se marquer. Certes, se faire jeter hors des duvets par la police vers 6h30 du matin n'est pas la chose la plus agréable du monde, mais pourtant, ces perquisitions ont ramené son parti là où il se sent le mieux : à la une des médias nationaux. Notre Assange grand-ducal peut maintenant se poser dans le rôle de victime d'une justice soumise à la volonté politique d'un ministre qui, une fois à l'étroit, ne connaît d'autre stratégie que de se débattre dans tous les sens. Certes, la justice est, sur le papier du moins, indépendante. Cela n'empêche pas que ces perquisitions vont dans le sens souhaité par le ministre Biltgen, qui semble exaspéré et dépassé par l'affaire « Médicoleaks ». Et surtout, il persiste dans son erreur de vouloir punir le « leaker », celui qui a révélé la faille dans le système, à savoir l'insécurité notoire de la banque de données du service médico-sportif, protégée uniquement par un mot de passe mais contenant les données personnelles de quelques 50.000 sportifs luxembourgeois.

Alors qu'en fait, il devrait dire un grand merci à cet anonyme. Car normalement, des tests faits par des firmes spécialisées pour vérifier la sécurité de telles banques de données coûtent très cher. Et puis, le « leaker » s'il a certes contrevenu à une ou plusieurs lois, s'est comporté selon l'éthique des « grey hats ». C'est-à-dire qu'il s'est procuré des données de façon illégale sans pourtant les utiliser, mais uniquement dans le but de rendre les autorités attentives au problème. Un autre hacker

aurait peut-être exploité les données, puisque dans ces fichiers se trouvent sûrement aussi les bulletins de santé de quelques sportifs connus. Mais au lieu de montrer sa gratitude, l'Etat fait la moue et dévoile toute sa susceptibilité.

Cela démontre plusieurs choses : que l'autisme bureaucratique est un réel problème au Luxembourg, car d'autres Etats n'auraient certainement pas réagi d'une façon aussi naïve. Que les administrations n'ont pas conscience de la responsabilité qu'ils endossent en créant toujours de nouvelles banques de données pas assez sécurisées. Et que la Commission nationale de la protection des données (CNPd) reste un tigre de papier.

Mais au-delà de l'affaire « Médicoleak », ce comportement devrait donner à réfléchir, puisqu'il révèle à quel point le gouvernement reste ignorant du monde virtuel et du fonctionnement de son économie. Alors qu'une des stratégies économiques pour assurer le bien-être des futures générations est justement l'implantation durable de l'industrie virtuelle au grand-duché, on peut se demander si des investisseurs potentiels ne redoutent pas un Etat qui ignore à un tel point les règles du jeu.

Finalement, le ministre Biltgen joue le jeu du parti des pirates, qui après avoir orchestré l'affaire « Médicoleaks » il y a quelques mois, peut continuer à surfer sur leur vague de popularité - sans être représentés politiquement, du moins jusqu'en 2014. Car si les pirates réussissent à garder la tension jusque là, ce que rien ne garantit, ils pourraient bien faire une sensation similaire à celle de leurs collègues allemands. Surtout si le gouvernement continue à les pousser de manière tellement exemplaire.

NEWS

Gratispresse: Töten um zu überleben? **S. 3**

Iran, Israel, Atombomben: Internationale Zwischentöne **S. 4**

REGARDS

Election présidentielle: L'exception française **p. 6**

Bienen: Pestizide sind ein Tabu **S. 8**

Gesellschaftskritik: Revolution auf Samtpfoten **S. 10**

Mali: Mister Marlboro in Timbuktu **S. 14**